



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 15.7.2024
C(2024) 5148 final

Son Excellence
M. Stéphane Séjourné
Ministre de l'Europe et des affaires
étrangères
37, Quai d'Orsay
F-75351 Paris
France

Objet: Notification 2024/0208/FR

Référentiel relatif aux systèmes de vérification de l'âge

Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Excellence,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535 ⁽¹⁾, les autorités françaises ont notifié à la Commission, le 15 avril 2024, le projet de décision de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) portant «*Référentiel relatif aux systèmes de vérification de l'âge*» (ci-après «le projet notifié»).

Selon le message de notification, le projet notifié vise à mettre en œuvre l'article 1^{er} de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique (ci-après dénommée «loi SREN», notifiée à la Commission sous les numéros de référence 2023/352/FR, 2023/461/FR et 2023/632/FR). La loi SREN habilite l'Arcom à établir et à publier un cadre de référence définissant les exigences techniques minimales applicables aux systèmes de vérification de l'âge afin de veiller à ce que les contenus pornographiques mis à la disposition du public par le fournisseur d'un service de communication au public en ligne, sous sa responsabilité éditoriale, ou fournis par un service de plateforme de partage de vidéos, au sens de l'article 2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, ne soient pas accessibles aux mineurs. Le projet notifié concerne ces exigences techniques.

¹) Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information, JO L 241 du 17.9.2015, p. 1.

Dans le cadre du projet notifié, la Commission a adressé aux autorités françaises, le 29 avril 2024, une demande d'informations complémentaires afin d'obtenir des éclaircissements sur les mesures envisagées. Les réponses fournies par les autorités françaises le 13 mai 2024 et les informations complémentaires fournies le 13 mai 2024, avec les informations complémentaires fournies le 12 juillet 2024, sont prises en compte dans la présente évaluation.

L'examen des dispositions pertinentes notifiées a conduit la Commission à formuler les observations suivantes.

1. Introduction

Le projet notifié définit les exigences techniques applicables aux systèmes de vérification de l'âge en application de l'article 1^{er} de la loi SREN, qui a été notifiée à la Commission au titre de la directive (UE) 2015/1535 sous les numéros de référence 2023/352/FR, 2023/461/FR et 2023/632/FR. Le projet notifié poursuit le même objectif que les notifications précédentes des dispositions pertinentes de la loi SREN concernant la protection des mineurs lors de l'utilisation de services en ligne.

La Commission partage l'objectif des dispositions notifiées de protéger les mineurs en ligne, en particulier contre les contenus susceptibles de nuire à leur développement. La Commission note également que les objectifs des dispositions notifiées sont clairement alignés sur ceux du cadre juridique européen pour les services en ligne, en particulier le règlement (UE) 2022/2065 (règlement sur les services numériques, ci-après «le règlement DSA»)⁽²⁾ et la directive 2000/31/CE (directive sur le commerce électronique)⁽³⁾.

La protection des mineurs est l'une des priorités de la Commission en matière d'application du règlement DSA. À l'automne dernier, la Commission a envoyé des demandes d'informations détaillées à cinq des plus grandes plateformes en ligne (*Very large online platforms*, VLOPs) comptant le plus d'utilisateurs mineurs (TikTok, Snapchat, YouTube, Instagram et Facebook) afin de s'enquérir des mesures qu'elles ont prises pour protéger les mineurs qui utilisent leurs services. Sur la base d'une évaluation des réponses, ainsi que des informations reçues dans les rapports d'évaluation des risques, la Commission a engagé une procédure formelle d'exécution à l'encontre de TikTok (le 19 février⁽⁴⁾ et le 22 avril 2024⁽⁵⁾) ainsi qu'à l'encontre d'Instagram et de Facebook (le 16 mai 2024⁽⁷⁾), la Commission soupçonne que ces plateformes ne respectent pas les obligations qui leur incombent en vertu du règlement DSA en ce qui concerne la protection des mineurs. Il s'agit notamment du non-respect potentiel de l'obligation d'empêcher les mineurs d'accéder à des contenus inappropriés, notamment au moyen d'outils de vérification de l'âge.

Le 13 juin 2024, la Commission a demandé aux trois plateformes pornographiques désignées comme très grandes plateformes en ligne en décembre 2023 de fournir des

²) Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques), JO L 277 du 27.10.2022, p. 1-102.

³) Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur (directive sur le commerce électronique), JO L 178 du 17.7.2000, p. 1-16.

⁴) https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_24_926.

⁵) https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_24_2227.

informations plus détaillées sur les mesures qu’elles ont prises pour évaluer et atténuer avec diligence les risques liés à la protection des mineurs en ligne, ainsi que des précisions sur les mécanismes de garantie de l’âge qu’elles ont adoptés ⁽⁶⁾.

2. Observations

Comme indiqué dans l’avis circonstancié de la Commission concernant la notification 2023/461/FR, en l’absence d’une solution à l’échelle de l’Union pour vérifier l’âge des utilisateurs, un État membre pourrait fournir une solution transitoire dans son ressort, conformément au droit de l’Union, mais il devrait également envisager un mécanisme de retrait ou d’abrogation de toute mesure nationale devenue superflue une fois la solution technique européenne mise en œuvre.

La Commission prend note du fait que le projet notifié serait adopté dans le cadre de la marge d’action nationale indiquée dans l’avis circonstancié émis par la Commission concernant la notification 2023/461/FR.

La Commission invite donc les autorités françaises à veiller à ce que le projet notifié prévoie un mécanisme permettant de retirer ou d’abroger la mesure nationale dès la mise en œuvre de la solution européenne.

La Commission invite également les autorités françaises à veiller à ce que le champ d’application du projet notifié soit conforme aux modifications apportées à la loi SREN afin de le mettre en conformité avec l’article 3, paragraphe 4, de la directive sur le commerce électronique tel qu’interprété par la CJUE ⁽⁷⁾. En particulier, comme le confirme la jurisprudence récente de la CJUE, l’application des dispositions de la loi SREN aux prestataires établis dans d’autres États membres ne devrait pas concerner une *«catégorie de services de la société de l’information donnée décrite en termes généraux et s’appliquant indistinctement à tout prestataire de cette catégorie»* [soulignage ajouté]. Au contraire, toute demande adressée à des prestataires transfrontaliers établis dans d’autres États membres doit identifier avec précision les prestataires de services concernés, ainsi que l’État membre d’établissement, et satisfaire aux exigences énoncées à l’article 3, paragraphe 4, de la directive sur le commerce électronique.

Enfin, la Commission invite les autorités françaises à poursuivre leur participation active au groupe de travail mis en place dans le domaine des systèmes de vérification de l’âge des applications européennes, ainsi qu’à l’élaboration des lignes directrices annoncées à l’article 28 du règlement DSA afin d’assurer un niveau adéquat de cohérence dans l’application de cette disposition, qui est appliquée conjointement par la Commission et les autorités nationales compétentes.

⁶⁾ <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/news/commission-sends-request-information-illegal-content-and-protection-minors-pornhub-xvideos-and>.

⁷⁾ Affaire C-376/22, *Google Irlande*, ECLI:EU:C:2023:835, récemment confirmé dans les affaires jointes C-662/22 et C-667/22, *Airbnb et Amazon*, ECLI:EU:C:2024:432; dans l’affaire C-663/22, *Expedia*, ECLI:EU:C:2024:433; dans l’affaire C-664/22, *Google*, ECLI:EU:C:2024:434; dans l’affaire C-665/22, *Amazon Services Europe*, ECLI:EU:C:2024:435.

La Commission invite les autorités françaises à tenir compte des observations ci-dessus dans le texte final du projet notifié et dans sa mise en œuvre.

La Commission rappelle par ailleurs aux autorités françaises qu'une fois le texte définitif adopté, elles doivent le communiquer à la Commission conformément à l'Article 5(3) de la Directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Commission,

Roberto Viola
Directeur général des réseaux de
communication, du contenu et des
technologies